



Séminaire de Convergence Inter-réseaux

Villarceaux_ 21 au 23 mai 24

Avec l'appui de la Fondation Charles Léopold Mayer pour le Progrès Humain



**En partenariat avec le Collectif des Associations Citoyennes
& le Collectif pour la Transition Citoyenne**



Séminaire de Convergence Inter-réseaux

Villarceaux_ 21 au 23 mai 24

Synthèse des travaux collectifs

Sommaire

Avant-propos	p.3
1 – Plénière	p.4
1.1 Plénière « Interconnaissance et mise en lien ».....	p.4
1.2 Résultats d'études et travaux portés par des réseaux et acteurs de la transition.....	p.4
2 – Ateliers	p.9
2.1 Se projeter dans un projet de transformation commun, se mettre dans la perspective des élections présidentielles 2027.....	p.9
2.2 Porter un plaidoyer et agir pour de nouvelles politiques publiques.....	p.10
2.3 Se renforcer collectivement.....	p.11
2.4 Agir sur nos vulnérabilités et violences subies et réinventer nos luttes : passer de l'épuisement au soin.....	p.11
2.5 Atelier FDVA : répondre en commun à l'appel à projet recherche participative.....	p.12
2.6 Développement stratégique pour des organisations durables.....	p.13
2.7 Réviser les modes de financement des réseaux associatifs.....	p.13
2.8 Convergence, prochains événements.....	p.14
2.9 Les prochaines étapes pour continuer la dynamique de convergence.....	p.14
2.10 Démocratie permanente, mieux prendre en compte la parole citoyenne.....	p.15
3 - Coopération et financement, vers de nouveaux leviers	p.17
3.1 Présentation de l'Opération Milliard.....	p.18
3.2 Fondation Terre Solidaire.....	p.19
3.3 Fondation Crédit Coopératif.....	p.20
3.4 Fondation Charles Léopold Mayer pour le Progrès Humain (FPH).....	p.21
3.5 Fondation Européenne pour le climat.....	p.22
Bilan & perspectives	p.23
Annexe 1 Groupes de travail pour les suites de Villarceaux	p.26
Annexe 2 Liste des 62 participant.es	p.27
Annexe 3 Suite Appel à projet FDVA National 2024 "Etudes et expérimentations ».....	p.29

Avant-propos

Le séminaire de convergence inter-réseaux qui s'est tenu à Villarceaux du 21 au 23 mai 2024, a réuni une soixantaine d'acteurs et actrices engagé·es dans la transition citoyenne, écologique et solidaire (voir annexe 2) issu·es de 3 têtes de réseaux : [Mouvement pour l'Economie Solidaire](#) ; [Collectif des Associations Citoyennes](#) ; [Collectif pour la Transition Citoyenne](#).



Cet évènement s'est déroulé à la Bergerie de Villarceaux avec le soutien de la Fondation Charles Léopold Mayer pour le Progrès Humain. Il a été une occasion unique pour les participant·es de discuter, d'échanger et de coopérer autour de thématiques-clés : avenir et préoccupations des associations, projets communs, solidarité et mutualisation, gouvernances inter-connectées, soin et renforcement des organisations, ...

Dans un contexte de crises écologiques, sociales et démocratiques, où les acteurs de la transition citoyenne souffrent d'un manque de visibilité, où les réseaux et mouvements qui les structurent ne sont pas ou peu soutenus par les politiques publiques, alors même que les fondations engagées dans le champs de la transition sont de plus en plus sollicitées, tisser des liens et de l'interconnaissance pour coopérer et nous renforcer devient une nécessité incontournable.

Les objectifs initiaux de ce séminaire étaient de :

- ❖ renforcer l'interconnaissance de ce que chacune de nos organisations porte pour accompagner la transition citoyenne,
- ❖ croiser notre compréhension des enjeux et construire un diagnostic et une éthique partagée,
- ❖ coconstruire une dynamique de coopération inter-organisations en faveur d'une transition économique, écologique, culturelle, démocratique, sociale et solidaire, qui passe par la co-construction d'objectifs et d'actions partagés.

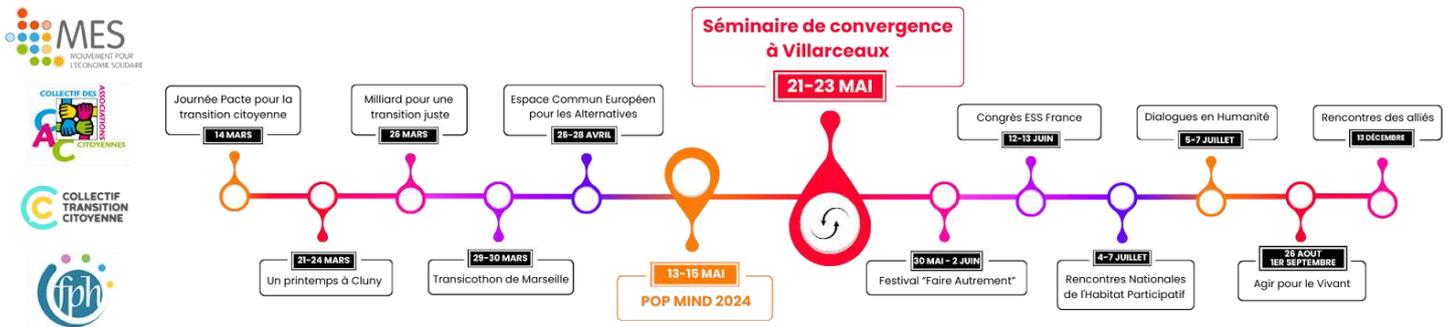
Programme convergence Villarceaux 2024			
	Mardi 21 mai	Mercredi 22 mai	Jeudi 23 mai
	<i>Qui sommes-nous ? Quels sont nos liens ?</i>	<i>Nos outils, nos analyses, nos perspectives ?</i>	<i>Convergence, synthèse et rencontre</i>
Petit-déjeuner		7h30 - 9h	7h30 - 9h
Matin	Arrivées et installation 11h : Premières arrivées 12h : Deuxièmes arrivées Accueil 12h15 - 13h : Plénière d'introduction (intention, programme et cadre de confiance)	9h - 9h30 : Réveil nature Partage et analyse 9h30 - 10h30 : Plénière : restitutions (CESE, Danser l'orage, convergence villarceaux) 10h45 - 11h45 : Ateliers (thèmes en cours) 12h - 13h : Plénière : restitution et définition des ateliers	9h - 9h30 : Réveil nature Synthèse, priorisation, décision 9h30 - 10h45 : Ateliers : Prochaines actions, Quelles relations financeurs-financés, Rebonds d'une convergence à l'autre... 11h - 12h30 : Plénière : Rencontre avec des fondations progressistes : ECF (European Climate Foundation), FPH, FCCoop, FUMPT, Terres Solidaires, Operation Milliard...
	Déjeuner	13h - 14h30	13h - 14h30
Après-midi	14h30 - 14h45 : petit jeu Interconnaissance et mise en lien 14h45 - 16h15 : Ligne de temps partagée 16h30 - 18h : Jeu Time's up, carte mentale, Grande histoire / Petite histoire... 18h - 19h : Installation des stands et apéro	Co construction, coopération, mutualisation 14h30 - 14h45 : petit jeu 14h45 - 16h45 : Ateliers en petits groupes (thèmes en cours) 17h - 18h : Plénière : Restitution et synthèse	13h45 - 14h : petit jeu Bilan 14h - 14h45 : Bilan et clôture Départs 15h : Premier départ vers Cergy-le-Haut (arrivée au RER A à 15h30/40) 16h : Deuxième départ vers Cergy-le-Haut (arrivée au RER A à 16h30/40)
	Apéro & dîner	19h - 21h	18h - 20h30
Soirée	21h - 22h30 : Soirée Jeux pas que sérieux !	20h30 - 22h30 : Scène ouverte !	

Pour vos organisations logistique : Cergy-le-Haut est accessible en RER A en 1h à 1h20 selon les gares parisiennes.

1. Plénière

1.1 Plénière « Interconnaissance et mise en lien »

Pour ouvrir notre cercle, après un temps d'interconnaissance, chaque organisation a partagé ses projets ou actions du moment. Les événements de chaque structure seront par la suite intégrés dans l'[agenda partagé du CAC](#).

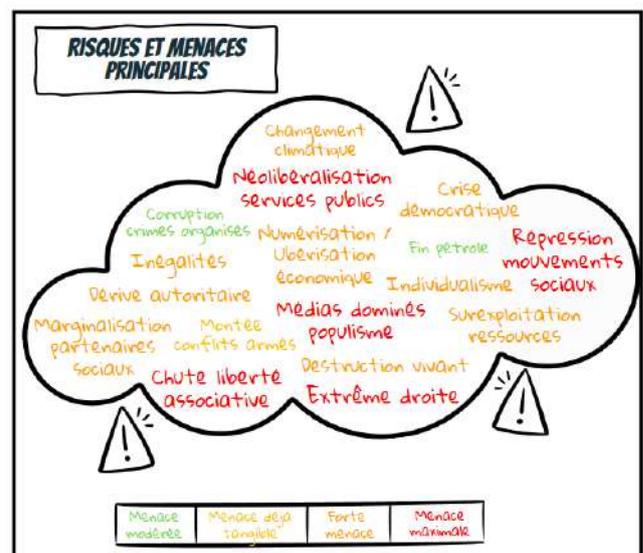


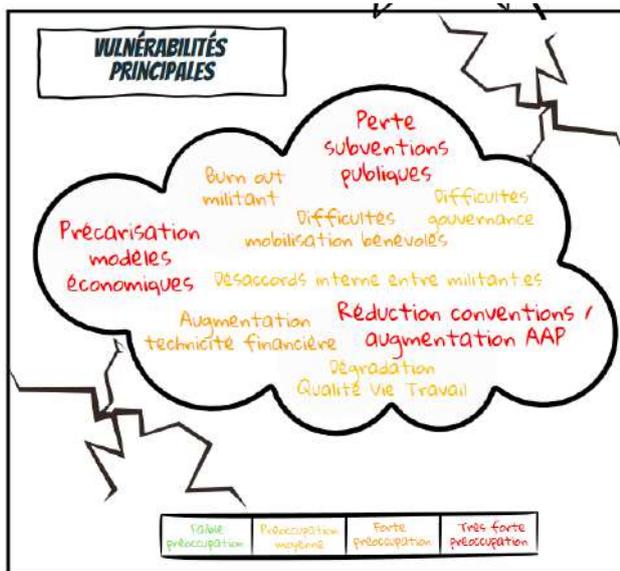
1.2 Résultats d'études et travaux portés par des réseaux et acteurs de la transition

a) Enquête favorisant l'interconnaissance entre les participants réalisée par le Mouvement pour l'Économie Solidaire



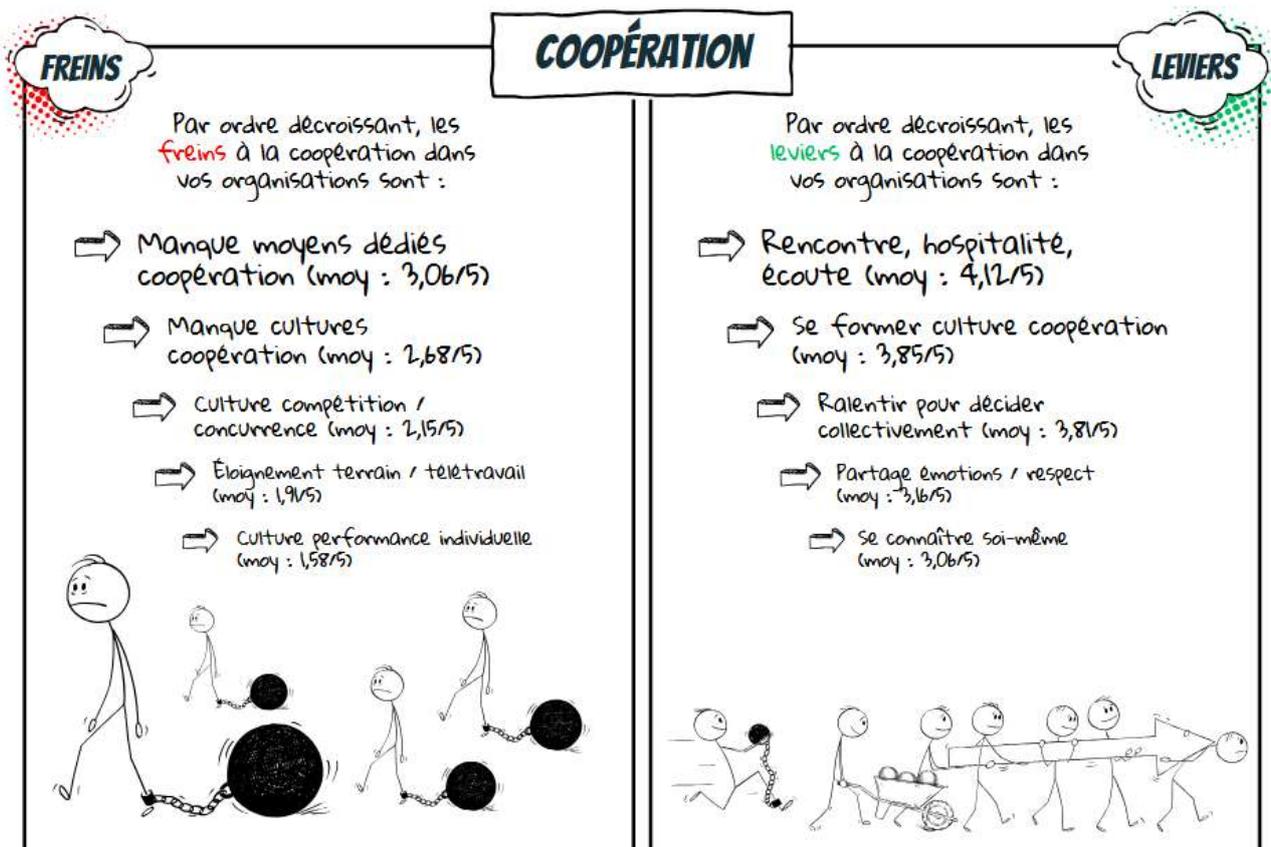
Les participant·es au questionnaire préalable à la tenue du séminaire de convergence (37 réponses) ont mis en évidence les termes "**crise systémique**", "**crise démocratique**" et "**montée des inégalités**" pour décrire la situation mondiale actuelle. Ils et elles souhaitent voir advenir une "**bifurcation**", une "**transformation**" et une "**transition juste**". Les organisations sont majoritairement "**fortement préoccupées**" par l'avenir, principalement en raison de la libéralisation et privatisation des services publics, mais également à cause de la criminalisation croissante des mouvements sociaux et les restrictions progressives des libertés associatives et ce, dans un contexte de montée de l'extrême droite.





Les principaux risques repérés incluent la réduction des financements publics (peu de conventions pluriannuelles d'objectifs), la précarisation des modèles économiques et la baisse ou perte définitive des subventions. Les freins à la coopération explicitement identifiés sont les manques de moyens dédiés à la coopération et une culture de la compétition qui grandit ostensiblement.

Les leviers décelés dans ce questionnaire sont majoritairement la **rencontre**, l'**hospitalité**, l'**écoute**, la **formation à la culture de la coopération**. Il s'agit pour beaucoup d'accepter de **ralentir pour décider collectivement**, ce qui implique une meilleure connaissance de soi.



Le consensus apparent sur ces leviers révèle une culture commune de la coopération. Parmi les structures présentes, 25% ont moins de 5 salarié-es, presque la moitié ont plus de 20 ans d'ancienneté et les trois quarts agissent à l'échelle nationale.

b) Enquête de "Danser l'orage, Subsistance et communs"¹

Danser l'Orage - Subsistances et Communs est un mouvement-espace créé en octobre 2023 pour s'outiller, se former, prévenir et métamorphoser les collectifs et organisations et ainsi contribuer à une transformation radicale d'un monde en plein basculement.

Jérémy Chomette nous a présenté l'étude « À l'ère de l'anthropocène, les mouvements sociaux face au délitement du monde en cours », réalisé avec Marion Veber

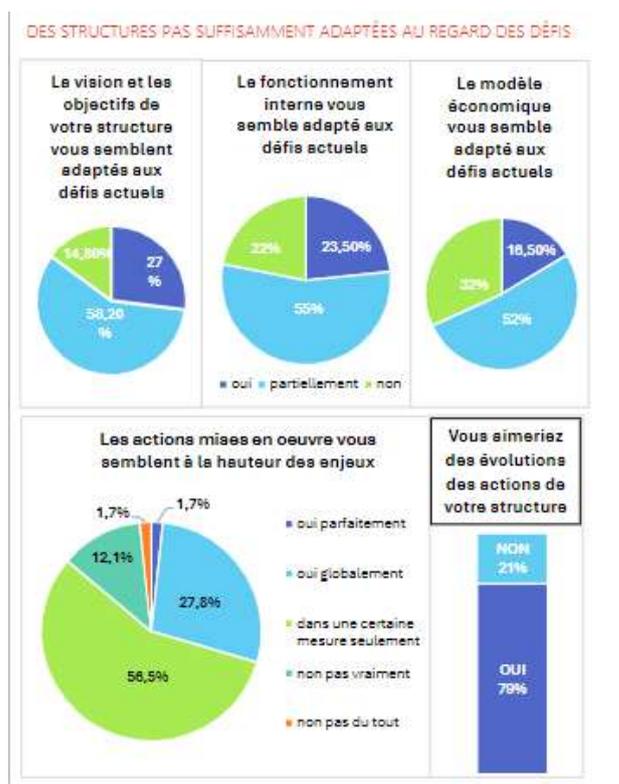
Que ce soit pour la vision, le fonctionnement interne, le modèle économique ou les actions de leur structure, les individus ayant répondu au questionnaire sont critiques. À chaque fois, plus de la moitié d'entre eux ne sont que partiellement satisfaits.

L'étude que nous propose "Danser l'orage " explore la **notion de "délitement"** (et d'autres termes nommant clairement les bouleversements actuels du monde), et montre la perception qu'en ont les organisations et leurs éventuelles actions en conséquence.

Les questionnements principaux de cette enquête portaient sur la dénomination du terme "délitement", le **niveau d'anxiété et d'impact sur les organisations**, ainsi que les mesures mises en place pour faire face aux transformations en cours. L'enquête met en lumière un **important décalage entre la perception des bouleversements actuels du monde par les personnes physiques** (ayant répondu au questionnaire) agissant au sein des organisations **et la perception officielle**, nommée et travaillée collectivement, de ces mêmes organisations. Les individus perçoivent de manière beaucoup plus importante les changements, bouleversements et dégradations du monde, alors que ceux-ci ne sont pas ou peu reconnus collectivement en interne et encore moins en externe.

Les termes de **"crise"**, **"crise systémique"**, **"transformation"** et **"transition"** ressortent particulièrement. Le terme de "crise" suggérant une possible régression par rapport à une situation antérieure "normale". De plus, plus la structure est grande, plus le décalage entre la perception des personnes et celle des organisations est prononcé, les grandes organisations utilisant des termes plus consensuels pour décrire la situation.

[Retrouvez les résultats complets de l'enquête](#)



¹ LinkedIn de Jérémy Chomette, cofondateur de Danser l'Orage
courriel: coordination@danserlorage.org

<https://www.linkedin.com/feed/update/urn:li:activity:7218541874632900608/>

Etude réalisée par Marion VEBER, consultante freelance pour les mouvements sociaux

« À L'ÈRE DE L'ANTHROPOCÈNE LES MOUVEMENTS SOCIAUX FACE AUX DÉLITEMENTS DU MONDE EN COURS »

<https://nuage.en-commun.net/s/oqRXzXBHFz74F7M>

c) Etude CESE sur les financements associatifs

Lors de la présentation de l'étude du [CESE, Conseil Economique Social et Environnemental](#) portant sur les financements associatifs, Mickael Huet, délégué général du [Mouvement Associatif](#), a souligné l'importance de sensibiliser tous les partenaires sociaux et corps intermédiaires, y compris le MEDEF, sur la situation critique des associations. Actuellement, on observe une augmentation de 20% des associations en difficulté en raison de différents facteurs dont l'inflation et l'impact sur les dépenses énergétiques.

L'objectif est de revaloriser le fait associatif et ses principes non lucratifs, jugés "vraiment en danger" par le Mouvement Associatif. Parmi les préconisations soumises au vote du CESE, notons :

- ▶ la défense des libertés associatives et libertés publiques,
- ▶ la préconisation de nouvelles formes de soutiens et financements avec une augmentation budgétaire pour les associations,
- ▶ l'amélioration et la sécurisation juridique de l'outil principal que sont la subvention et le Contrat pluriannuel d'objectifs,
- ▶ le développement du mécénat et faciliter l'usage du rescrit fiscal,
- ▶ la facilitation à l'accès aux subventions européennes et raccourcir les délais de paiements,
- ▶ la réflexion pour rendre éligible la recherche dans le domaine de l'utilité sociale,
- ▶ la Consolidation du FDVA (Fonds de Développement à la Vie Associative,

Ci-dessous le rapport du Conseil économique, social et environnemental (CESE) :

« [Renforcer le financement des associations, une urgence démocratique ?](#) »

[En voici une synthèse en vidéo](#) par l'interview d'un de ces auteurs, Martin Bobel sur la chaîne Mediatico « Le financement des associations, une urgence plus que démocratique ».



d) Retour du CTC sur la journée Pacte pour la Transition du 14 mars 2024

Le [Collectif de la Transition Citoyenne](#) a réuni ses membres et des acteurs de la société civile qui mènent des actions en faveur d'une société plus juste et plus durable à la suite de plusieurs constats. **Les organisations sont multiples et font chacune preuve de créativité dans leurs actions et dans leurs plaidoyers pour porter cette société qu'ils souhaitent voir advenir.** Cependant, le rapport de force face à d'autres acteurs politiques en présence leur est de moins en moins favorable : les réponses institutionnelles face à la crise climatique sont largement insuffisantes et la scène politique tend à s'enfermer dans un **conservatisme réactionnaire**. Ce contexte rend la tâche compliquée pour construire des plaidoyers en capacité de convaincre les pouvoirs en place, d'autant plus quand ceux-ci considèrent leurs actions trop politiques, voire les discréditent ou les criminalisent.

Le nombre et la diversité d'organisations présentes lors de ce Séminaire de Convergence est pour les participant.es une preuve d'accord collectif : il est plus que jamais essentiel de construire ensemble une stratégie pour **porter politiquement** une société juste et écologique.

Constats :

- la difficulté à travailler avec les partis politiques,
- les contraintes institutionnelles,
- la prise de conscience croissante d'une grande partie des associations du croisement entre luttes écologistes et sociales.

Leviers :

- la parité et l'inclusion,
- le dialogue avec les élu.es,
- la création de récits, qui suscitent une mobilisation

En somme, il nous faut **résister, faire masse en incluant les structures et les premier·ères concerné·es, investir des brèches et reprendre le pouvoir** partout où cela est possible en comptant sur la diversité et la complémentarité de nos organisations. Et par conséquent, il est important de raconter les histoires, nos histoires, en parlant « au cœur, aux émotions plutôt qu'à la tête ».

Exemple de questionnement : *Quel rapport des mouvements citoyens et des organisations de transition écologique et sociale face à la prise de pouvoir et au partis politiques ?*

Quelques éléments de réponses :

- travailler la réappropriation du politique par les mouvements citoyens / climat / justice sociale,
- partager des récits inspirants pour ré-enchanter la politique au sens large (l'action, le discours mais aussi le lien à la prise de pouvoir) dans mais aussi en dehors des mouvements,
- réinventer des institutions dédiées à la prise de pouvoir en lien avec nos mouvements.

Vous pouvez retrouver l'ensemble des travaux du CTC sur la journée Pacte pour la Transition ci-dessous :

- ▶ Rapport de la journée : [Voir ici](#)
- ▶ Comptes-rendus des ateliers de l'après-midi : [Voir ci](#)

CONCLUSION

Nous notons que ces travaux nous permettent de mieux saisir les enjeux des réseaux associatifs présents et qu'ils relèvent de deux tensions majeures :

- ▶ **le financement des associations et notamment le financement public qui est décroissant**, alors que les besoins sont importants pour permettre une transition écologique juste,
- ▶ **le pilotage des transitions à venir, qui génèrent des tensions internes et externes et un niveau d'anxiété** important chez les salarié.es et personnes engagées dans ces organisations.

Le **durcissement du contexte politique** avec une extrême-droite de plus en plus présente nécessite pour tous et toutes une dynamique de mobilisation forte (cf. travaux du CESE) et une coopération plus forte des réseaux de la transition et de l'économie solidaire.

Cette première plénière fait ressortir **trois points** :

- ▶ **les personnes sont plus conscientes à titre individuel (salarié.es ou bénévoles, militant.es) des enjeux de transition que les structures** en tant que telles (cf. Danser l'Orage). Par conséquent, une stratégie de ré-interrogation du fonctionnement des organisations est à penser, notamment le lien entre l'individu et la structure (coopération, gouvernances, transformation),
- ▶ **la réappropriation politique des finalités de l'organisation par tous ses membres** est essentielle; elle peut s'accompagner de coopérations inter-structures du local au national et à l'international afin de peser beaucoup plus sur les politiques publiques et les cadres réglementaires, dans lesquelles s'inscrivent les actions.

2. Ateliers

2.1 Se projeter dans un projet de transformation commun, se mettre dans la perspective des élections présidentielles 2027

Lors de cet atelier, les participant-e-s ont exploré la nécessité de politiser les futurs et les imaginaires pour construire un projet de transformation sociale à long terme. Ils ont réfléchi à la mise en place d'un **programme d'accords et de réciprocity**, actuellement en phase de prototypage, qui serait basé sur les complémentarités tout en respectant les singularités et identités de chaque organisation.

L'atelier a souligné l'importance d'intégrer cette transformation dans les agendas respectifs, de **dépasser le néolibéralisme par les pratiques concrètes de coopération** qui font preuve et non seulement par du discours théorique.

Les actions proposées incluent la création d'un agenda partagé, l'organisation d'événements (comme ce séminaire). Plus particulièrement, les organisations souhaitent privilégier la **mise en place de stratégies de formation, le partage de méthodes adaptées à une transformation profonde** :

concepts d'éducation complexe², marqueurs de changement³ et d'archipel comme mode de relation⁴.

Le contexte actuel est marqué par la **dépression de personnes, la dispersion des forces et l'accélération des processus de délitement**. Les participant-e-s ont proposé de mener une forme de combat politique dans le cadre d'une démocratie continue collective. Pour mieux s'organiser et éviter l'épuisement bien connu de nos mouvements, une piste est de **développer une cellule souche** pour scénographier ce qui existe, nos modes d'actions et de fonctionnement, respectueux des uns et des autres.

Ils et elles ont également évoqué **les enjeux de moyens**, notamment l'appel à projet national F.D.V.A⁵, et la nécessité de mettre en scène les prochains rendez-vous avec une communication efficace pour maintenir l'engagement et la dynamique. La stratégie comprend la **construction d'un projet politique en interrogeant les partis politiques et les entreprises, et en forgeant des alliances**, en résonance avec des initiatives comme celle de la LDH, face à la montée de l'extrême droite et du néolibéralisme. Enfin, ils et elles ont re-souligné l'importance de prendre le temps nécessaire pour tisser et catalyser les efforts sans s'épuiser.

2.2 Porter un plaidoyer et agir pour de nouvelles politiques publiques

Cet atelier a exploré les moyens de **mener un plaidoyer commun efficace**, en proposant différents ateliers prenant en compte les oppositions : bien-pensance / radicalité ; indépendance / rapport de force ; local / national. Les discussions ont porté sur les sujets de plaidoyer, tels que ceux abordés avec le CESE, et sur les méthodes et stratégies à adopter. Un accent particulier a été mis sur les valeurs partagées et les **problématiques communes, englobant la démocratie, l'organisation citoyenne, la justice sociale, et le soin dans la relation au vivant et à la planète**.

Les conditions d'exercice de ces initiatives et les attaques qu'elles peuvent subir dans un contexte d'austérité ont été abordées, avec des propositions pour sécuriser et enrichir la diversité des initiatives et promouvoir des futurs désirables. La relation avec les collectivités territoriales, marquée par une logique de droitisation, suscite des préoccupations ; il y a une **forte volonté au sein de nos réseaux d'encourager une participation citoyenne accrue**.



² Le concept d'éducation complexe permet ainsi de porter une vision qui tient compte de l'humain, tant de son bien-être et de son épanouissement, que de ses faiblesses et ses errements et qui permet, en plaçant l'humain au cœur du système éducatif, de tenter d'enseigner à vivre, et à vivre ensemble. (source : <https://www.innovation-pedagogique.fr/article16438.html>)

³ "Quatre marqueurs-clés du changement climatique ont battu de nouveaux records en 2021, mentionne le document : les concentrations de gaz à effet de serre, l'élévation du niveau de la mer, la température et l'acidification des océans (source : <https://www.institutgodin.com/project/marqueurs-dinnovation-sociale/>)

⁴ "L'archipel est plus qu'une réalité géographique, il dessine un paradigme. Selon Édouard Glissant, il offre une nouvelle mesure du monde fondée sur les relations. Dépassant la traditionnelle opposition entre îles et continents, il suppose une reconnaissance de chaque lieu, chaque langue, chaque culture, au sein d'une globalité relationnelle" (source : https://www.lemonde.fr/planete/article/2022/05/18/l-onu-s-alarme-des-nouveaux-records-battus-en-2021-par-quatre-marqueurs-clés-du-changement-climatique_6126635_3244.html changement d'innovation social : <https://www.cairn.info/archipels-glissant--9782379240850-page-7.htm>)

⁵ <https://www.associations.gouv.fr/fdva-etudes-et-experimentations-l-appel-a-projets-national-2024.html>

Les participant·e·s se questionnent sur les moyens de s'opposer aux consensus qui bloquent les prises de décisions, en s'interrogeant sur la radicalité à adopter dans leurs postures. Ils et elles ont souligné l'importance de s'appuyer sur les forces et les faiblesses des initiatives, d'adapter les discours en fonction des cibles, et d'identifier les intérêts partagés pour établir des alliances à configuration variable.

2.3 Se renforcer collectivement

Lors de l'atelier "Se renforcer collectivement", les participant·e·s ont discuté des moyens de dépasser la question des hypothèses partagées pour se concentrer sur trois idées clés :

- l'importance de la **posture politique** au sein des organisations,
- les **expérimentations sur les territoires et le passage à l'action**,
- la **définition plus claire des termes** utilisés collectivement, par exemple "se renforcer" (Pourquoi ? Dans quel but ? Comment concrètement ?).

Les discussions ont également évoqué la mise en cohérence des pratiques et le lien de celles-ci avec les écosystèmes où elles évoluent. Une proposition d'atelier a été faite pour explorer la signification "d'accords de réciprocités" et leurs applications pratiques.

2.4 Agir sur nos vulnérabilités et violences subies, réinventer nos luttes et passer de l'épuisement au soin

Les participant·e·s se sont retrouvé·e·s très peu nombreu·x·es à cet atelier et se sont d'ailleurs questionné·e·s face à ce constat. Ils et elles se sont penché·e·s sur le moyens de disposer d'espaces d'expression permettant pour mieux connaître les personnes. Ils et elles ont proposé de partager les difficultés et de sortir des antagonismes pour mettre en lumière les complémentarités, transformant ainsi les espaces de travail en lieux de confiance et d'expression. L'accent a été mis sur l'importance de **prouver plutôt que de décréter**, de travailler sur l'hygiène de groupe, d'exprimer sa gratitude, et d'adopter des pratiques de soutien comme celles des "anges gardien.ne.s" pour accompagner ceux qui initient des changements.

L'atelier a insisté sur la création d'espaces sécurisés pour favoriser un nouveau monde, espaces-temps souvent dépriorisés face à l'urgence d'agir. Les discussions ont souligné l'importance de prendre soin de soi, de parler de nos **émotions et vulnérabilités, considérées comme des actes politiques transformateurs**. Des questions d'accueil, de transformation, et de compréhension de notre position ont été abordées, ainsi que les alliances et **le rôle des passeurs**.

Le sentiment de **légitimité, l'accompagnement dans la dignité, la gestion des petites et grandes pertes, et le soutien aux personnes en situation de privilège**, ont également été discutés. L'atelier a conclu que prendre soin de ce à quoi nous sommes attachés est crucial, car alors **nous prenons soin de ce que nous avons peur de perdre, affirmant ainsi l'importance de la vulnérabilité dans nos luttes collectives**.⁶

⁶ Les Allumeuses « Conférence gesticulée « Désenvoutement » <https://conferences-gesticulees.net/conferences/desenvoutement/>

Arc en ciel théâtre Formation « Coopérer ou s'épuiser ? Questionner le travail réel » <https://www.arcencieltheatre.com>

2.5 Atelier FDVA : répondre en commun à l'appel à projet Recherche participative

Lors de cet atelier, les participant-e-s ont convenu de travailler ensemble jusqu'au 23 juin pour élaborer des réponses intelligentes et cohérentes dans le cadre de ce financement. Cette initiative fait suite à une première réunion organisée par le CAC avec plusieurs organisations. Il a été essentiel de **redéfinir le cadre et le contenu de cet appel à projet (Annexe 3)**, d'où ont émergé plusieurs thématiques clés : coopération associative, propriété d'usage, gouvernance etc... Un consortium de consortiums a été amorcé au cours du séminaire, avec l'objectif de créer un chapeau commun expliquant les raisons de la réponse et les moyens d'interconnexion entre les différents projets. Cette approche collaborative a visé à renforcer la cohérence et l'efficacité des réponses à l'appel à projet.

Thèmes évoqués

- **Philanthropies, recul de la démocratie et philanthropies**- Observatoire citoyen de la marchandisation des associations -le collectif des Associations Citoyennes et Le CAC, OPALE, le MES (National et Occitanie), La CIMADE, le Collectif 21, le Collectif pour une éthique en travail social, la Maison Commune de la Décroissance, le Mouvement des Régies de quartier, la MRES Maison Régionale de l'Environnement et des Solidarités des Hauts de France, le MRJC Mouvement Rural de la Jeunesse Chrétienne, le Mouvement français pour le planning familial, le REFER Réseau Francilien du réemploi, Réseau national des ressourceries et recyclerie, Résoquartier, UFISC Union Fédérale d'Intervention des Structures Culturelles, Sciences Citoyennes, la coop des communs et la Coop des Milieux. CAC (déposé le 23 juin).

- **Les nouvelles formes d'organisation socio-économiques des associations au service de la transformation écologique, sociale et démocratique**-, le Mouvement pour l'Economie Solidaire France avec pour partenaire le Mouvement Colibri et la structure Les Allumeuses (déposé le 23 juin).

- **Droits et Mouvements Sociaux Sociaux rendant la stratégie juridique accessible à tou.te.s**.avec Intérêt à Agir, la Coop des Communs, Allumeuses, le CAC étant associé au projet (déposé le 23 juin)

Autres sujets évoqués

- **Les notions de propriété et d'usages autour de la production intellectuelle des associations** (comment la protéger du pillage tout en lui permettre de circuler) _Coop des Communs.

- **La coopération interassociative sur les territoires/ le renforcement démocratique local** proposé par Pas sans Nous, Artisans du Monde, le Mouvement SOL, CRID

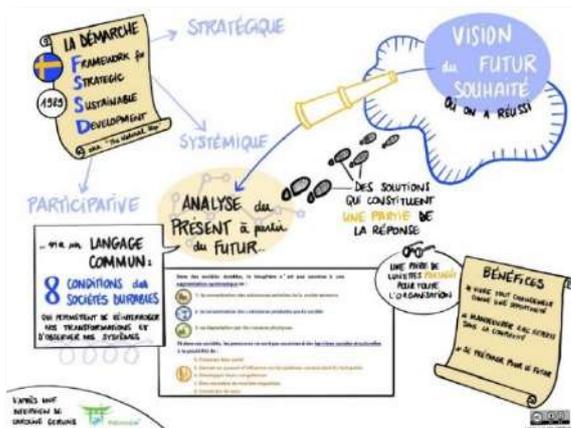
- **Ruralité et participation citoyenne** (UFISC, Mouvement des régies, Fédération des Centres sociaux)

2.6 Développement stratégique pour des organisations durables

Le FSSD⁷ (systematic sustainable development) ne travaille pas sur les impacts mais **“réinterroge en permanence les transformations par les conditions de durabilité**. La solution qu’on est en train de développer n’est qu’une partie de la réponse. “

La démarche FSSD est un processus itératif facilitant la transformation durable des organisations à leur propre cadence :

- partager le même schéma mental et établir une compréhension commune des enjeux du développement durable,
- analyser la situation actuelle à travers le prisme de conditions,
- imaginer des idées de solutions/actions/visions et développer un espace créatif pour proposer les innovations futures,



2.7 Réviser les modes de financement des réseaux associatifs

Un besoin commun a été exprimé par chaque organisation : pour pérenniser les actions dans un cadre sécurisant et apporter de la sérénité, les associations doivent être financées pour ce qu'elles sont et non uniquement sur des actions spécifiques. Ceci implique une **révision des modèles de financement** et une **sortie des appels à projets traditionnels**. Les participant-e-s ont ainsi appelé les financeurs, et en particulier les fondations à “soutenir” les associations, et non pas à les “aider”, notamment en finançant les emplois dédiés à l’animation. Les participant-e-s souhaitent **produire une tribune collective**. Ils et elles ont insisté sur la nécessité de démontrer leurs valeurs par la preuve



(utilité sociale, transformation sociale) et **faire valoir leurs actions invisibles**, inscrites dans le temps long. Ils et elles ont plaidé pour la démocratisation de la gestion des fonds de fondation afin de mieux soutenir les associations dans la durée afin de mettre en avant le fait que les associations, les réseaux, les mouvements créent du lien avant de générer des biens.

En réalité, nous le savons : les liens précèdent les biens et ils sont la condition d'émergence et de consolidation de modèles socio-économiques durables.

⁷ <https://www.fssd-france.fr/>

https://en.wikipedia.org/wiki/Karl-Henrik_Rob%C3%A8rt <https://www.melibee.fr/le-fssd-une-approche-systemique-strategique-et-participative-du-dd>

Pour coopérer après ce séminaire de convergence, les participant-e-s ont traité de la nécessité de formuler des demandes de financement commun qui reflètent leurs véritables besoins et permettent de **financer la convergence des réseaux de la transition et de l'économie solidaire**.

2.8 Convergence, prochains événements

Lors de l'atelier sur les prochains événements, les participant-e-s ont convenu **d'établir une régularité de rencontres, avec au moins une réunion annuelle sur le même format, cette responsabilité étant assumée par le MES France**.

Ils ont souligné l'importance d'agir dans un délai rapide et d'appliquer des méthodes en mesure de révéler les "pépites" ainsi que les bonnes pratiques ou les expérimentations exemplaires ; en somme, il s'agit de mettre en **avant les solutions déjà existantes ou presque prêtes dans la perspective des échéances électorales 2026-2027**. La Fondation pour le Progrès de l'Homme (FPH) a proposé de soutenir la stratégie en cours.

Une "**cellule souche**" a été envisagée comme un organisme vivant temporaire, destiné à maintenir des liens entre les différents acteurs au-delà du séminaire. Cette cellule viserait à établir un lien permanent avec d'autres espaces comme la LDH, le Pacte pour le Pouvoir de Vivre, et des alliances écologiques et solidaires. Le processus devrait débiter par une logique interpersonnelle pour ensuite évoluer vers des alliances publiquement assumées. Les discussions ont également abordé les enjeux démocratiques et la responsabilité collective des associations et syndicats. Il a à nouveau été souligné que pour sauver la démocratie, il est crucial de **promouvoir une économie qui incarne déjà des principes démocratiques**. Le MES et l'Archipel des Confluences, ainsi que le CTC seront impliqués dans l'animation de ces initiatives.

2.9 Les prochaines étapes pour continuer la dynamique de convergence

Cet atelier a souligné que **la véritable difficulté réside non pas dans l'identification des actions à entreprendre, mais dans leur mise en œuvre effective**. Les participant-e-s ont une préoccupation commune : les rencontres laissent souvent des promesses non réalisées.

Pour surmonter cet obstacle, **pour tenir promesse**, trois leviers ont été identifiés : **l'outillage, la méthodologie et les concepts**.



- Les outils proposés incluent l'utilisation d'une liste de diffusion, un agenda partagé, la connexion des événements, la **mise en lumière des continuités et un catalogue de formations**. Ces outils visent à faciliter les rebonds et les avancées relationnelles en assurant une meilleure coordination et visibilité des actions.
- En ce qui concerne la méthodologie, les participants ont recommandé l'utilisation du F.D.V.A et de la **cellule souche comme espaces de travail**, ainsi que la **cartographie des compétences** pour mieux gérer les ressources disponibles. La présentation mutuelle des organisations, basée sur les réalisations existantes, et la construction d'un accord de réciprocité à partir des acquis ont également été soulignées.

- Sur le plan conceptuel, il est crucial de définir les **notions clés, y compris les controverses**, et de parvenir à un consensus sur les points de désaccord. Cette approche vise à renforcer la compréhension mutuelle et à établir une base solide pour les collaborations futures.

2.10 Démocratie permanente, mieux prendre en compte la parole citoyenne

Suite à la journée Pacte pour la transition citoyenne du 14 mars 2024, la réflexion s'est centrée sur la démocratie permanente et l'amélioration de la prise en compte de la parole citoyenne. Trois objectifs principaux ont émergé :

- **accroître la voix des habitant·e·s** : Il a été souligné qu'il existe encore de nombreuses questions sans réponses sur ce sujet. Comment faire émerger une réflexion commune et des savoirs partagés ?
- **vivre la démocratie de manière permanente** : comment la société civile peut-elle faire vivre la démocratie de façon continue. Ont été cités des initiatives autour de la démocratie alimentaire (Sécurité sociale Alimentaire, paniers solidaires...), appuyés par le monde des fondations (exemple Fondation de France, Fondation Carasso. D'autres enjeux spécifiques, comme l'énergie, la mobilité, l'habitat, et le logement, ont été mis en lumière. De plus, d'autres préoccupations en lien avec la citoyenneté et la précarisation sont en phase de maturation, tels que le travail social, le travail communautaire et les métiers du soin. L'exercice de la démocratie économique a été soulevée, en examinant comment elle est en mesure de renforcer la **démocratie politique et contribuer à sa vitalité, notamment avec les personnes concerné.es par les précarités et la pauvreté en référence à la notion « d'économie solidaire populaire⁸ ».**
- **Faciliter l'essaimage** : faciliter l'essaimage d'expérimentations solidaires ou d'initiatives entrepreneuriales remarquables permet de transposer des pratiques pertinentes dans de nouveaux territoires et de les adapter à des contextes singuliers.
- **L'essaimage ne vise pas le changement d'échelle d'une structure mais celui d'une communauté apprenante qui s'enrichit des expériences menées.** Cette communauté déploie des savoirs faire, des outils et des méthodes communes.

CONCLUSION

Ces ateliers ont largement démontré des **points de convergence solides** existants entre les 40 réseaux participants. Il s'agit bien de politiser les imaginaires pour construire un **projet de transformation sociale à long terme face à un néolibéralisme dévastateur et de promouvoir une économie qui incarne de manière réelle les principes démocratiques**. On ne s'en tient pas aux discours. La construction commune implique la mise en place de **programmes d'accord et de réciprocités**, permettant autant de revisiter concrètement le vocabulaire de la coopération ou celui de l'éducation populaire que de faire exister des singularités précieuses. Il s'agit également de proposer une **stratégie collective ambitieuse de valorisation d'expérimentations et de pratiques concrètes**, de celles qui font la preuve de futurs désirables, atteignables, accessibles à toutes et à tous.

⁸ <https://www.calameo.com/books/006905250091154ab2d75>

<https://www.le-mes.org/Manifeste-Pour-une-citoyennete-favorisant-la-democratie-economique.html>

Pour autant, ces temps d'ateliers ont pointé avec clarté les **contextes** dans lesquels aujourd'hui les mouvements, réseaux et acteurs de l'économie solidaire et de la transition opèrent.

En premier lieu, il n'y a aucun doute sur le fait que la **baisse du financement associatif** maltraite les organisations, mises constamment en compétition sur des actions à court terme. Ceci appelle à une **révision des modèles de financement** et donc à sortir des logiques d'appels à projets pour opter pour des formes financières de soutien plus adaptées, agiles et ambitieuses. Il est plus que nécessaire que celles-ci-ci soient à la hauteur des enjeux de transformation sociale, démocratique et économique et d'un changement climatique juste ; c'est à dire qu'elles doivent s'inscrire dans le temps long, être coconstruites et cogérées. Il est par conséquent nécessaire de **sanctuariser les fonctions d'animation de réseau**.

Pourquoi ? Dès lors qu'il s'agit d'**embarquer les citoyen.nes, des territoires, des écosystèmes dans des processus de changements profonds**, il faut reconnaître l'importance de la fonction d'animation de mouvements solidaires et citoyens, qui seule permet les **interconnexions multi-acteurs, les approches collaboratives cohérentes**, et qui permet de réinterroger en permanence les conditions dans lesquelles **les marqueurs de transformation** peuvent évoluer. La fonction d'animation a pour effet de travailler sur les liens avec les citoyen.nes et ces liens précèdent largement les biens. Ils sont la **condition d'émergence, de développement et de consolidation de modèles socio-économiques pérennes engagés dans la transition et les solidarités**. Dans un contexte où l'extrême droite se profile sur de nombreux territoires, la fonction d'animation se double d'une fonction de veille réflexive et préventive avec les acteurs pour engager des **actions de formation, d'émancipation et d'éducation populaire**.

En deuxième lieu, le **mal-être des salarié.es et militant.es** doit être reconnu au-delà des organisations qu'ils ou elles représentent. Plus conscients des points de non-retours climatiques, ils et elles doivent pouvoir s'appuyer sur des **espaces sécurisés souvent dépriorisés face à l'urgence d'agir**. Parler des émotions et **vulnérabilités** a été considéré comme un acte légitime, politique et transformateur lors de ces ateliers. Ceci ouvre un champ d'exploration qui permet de re-penser (panser) nos fonctionnements internes et externes, nos gouvernances collectives, et de manière générale, nos modes de gestion. Le collectif ne vit pas sans des individualités dont il est fondamental de prendre soin et dont **les vulnérabilités sont aussi des lignes de force dans les luttes collectives**.

Enfin, les ateliers ont permis d'entamer un processus commun de travail autant pour financer la convergence des réseaux de la transition et de l'économie solidaire que pour proposer des modalités d'organisation commune (**développer une cellule souche, des objectifs en termes d'outillage, méthodologie et les concepts, la valorisation et l'essaimage des initiatives...**).

Ce séminaire est unique et ne sera pas comme les autres : la volonté commune est de **dépasser les promesses**, car nous le savons : **la véritable difficulté réside non pas dans l'identification des actions à entreprendre, mais dans leur mise en œuvre effective**.

Ces ateliers de convergence ont porté de manière inégalée à ce jour, **la conscience collective partagée de vouloir accroître la voix des habitant.e.s**. Il s'agit bien d'engager de manière permanente, une démocratie politique et contribuer à sa vitalité, et de faire vivre ce que le Mouvement pour l'Economie solidaire en 2021 avait nommé dans son Manifeste en 2021 lors du Congrès de l'ESS, une citoyenneté qui favorise la démocratie économique pour tous et toutes, en somme une **"économie solidaire populaire" et "transformative..."**

3. Coopération et financement, vers de nouveaux leviers

Le financement de la transition écologique juste et de la transformation sociale, économique et démocratique concerne de manière majoritaire le secteur associatif⁹ et une partie du secteur coopératif (SCIC, Scop, coopératives d'usagers...)

Les associations sont cependant très impactées par un sous-financement chronique, qui met à mal leurs finalités sociétales. La commission Economie Finances du CESE a montré dans son rapport sur le financement du modèle associatif, présenté par Dominique Joseph et Martin Bobel les "effets systémiques et politiques" des "modes de contractualisation avec les pouvoirs publics sur l'organisation de la société et sur la vie démocratique" qui a abouti à des préconisations (cf. Page 5)

Plus de 6 500 associations ont répondu à un questionnaire. Les résultats parlent d'eux-mêmes¹⁰ :

- 86% agissent principalement dans un cadre d'intérêt général
- 64% depuis plus de 20 ans et 56% à l'échelle locale
- 77% d'entre elles comptent pour la majorité moins de 10 salariés et 57% ont moins de 20 bénévoles
- 91% remontent d'abord des difficultés limitantes liées au temps nécessaire pour rechercher des financements et 90 % liées au financement du fonctionnement de l'organisation et 89% aux projets à long terme.

« Le délai de versement des aides publiques, les conditions attachées aux appels à projets, les difficultés à justifier du caractère innovant des projets ou à financer des projets innovants, sont aussi considérées comme des difficultés limitantes.

Les associations ajoutent encore rencontrer des difficultés liées à la technicité des démarches, à la diminution du nombre de bénévoles et adhérents, à la hausse des charges, au manque de soutien et de reconnaissance de la part des pouvoirs publics et du grand public et aux tensions de trésorerie »

Dans ce contexte, 42% des associations constatent une diminution ces dernières années de la part des subventions publiques dans leurs recettes. Or, presque deux tiers des associations considèrent ne pas bénéficier de moyens suffisants pour assurer l'objet social de leur association.

Pour faire face à cette situation, les associations combinent **quatre types de stratégies.**

- 70% choisissent le développement du mécénat et des dons et l'augmentation du montant des cotisations
- la recherche de mécènes ou de nouveaux donateurs concerne principalement des associations jeunes (moins de 3 ans) ou de taille importante (plus de 500 salariés)
- 67% s'emploient à maîtriser leurs coûts et pour 45 % en diminuant les charges de fonctionnement notamment la masse salariale par le report de recrutements, le plafonnement des salaires voire des licenciements et 45 % arrêtent certains projets.

Cette stratégie est retenue par des associations de tous secteurs d'activité, et plus particulièrement par les celles de plus de 250 salariés (82%) et les plus anciennes (71% des plus de 20 ans).

- 53% développent des activités économiques.
- 35% de nouveaux biens et services

Exemple : le développement des prestations et offres rémunérées, l'organisation d'évènements lucratifs

- 4, 1 % optent pour la mutualisation d'activités et le développement de partenariats.

« Ces stratégies vont notamment concerner des associations entre 11 et 250 salariés qui interviennent dans les secteurs de l'environnement, des activités économiques, des loisirs et de la culture, avec un budget de plus 500 k€.

La réponse à des appels à projet et marchés publics (11%), surtout pour des associations de taille importante (en budget ou nombre de salariés). Notamment, constatant la baisse des subventions directes au profit des appels à projets et appels

⁹ <https://www.associations.gouv.fr/IMG/pdf/chiffres-cles-vie-associative-2023.pdf>

<https://www.avise.org/comprendre-ess/economie-sociale-solidaire-ess-contexte>

¹⁰ https://www.lecese.fr/sites/default/files/pdf/Avis/2024/2024_09_Financement_associations.pdf

à manifestation d'intérêt, les associations se disent majoritairement contraintes à créer des projets exclusivement pour y répondre, parfois en marge de leur projet initial.

Dans ce contexte, les associations restent globalement confiantes quant à leur pérennité - du fait de leur utilité, de l'engagement de leurs équipes et bénévoles, de leur gestion saine et de leur ancienneté -, mais elles sont inquiètes du contexte économique et des difficultés à trouver ou retenir des bénévoles et adhérents. Elles soulignent la nécessité d'agir pour sauver leur pouvoir d'action, et appellent à une évolution des financements en sortant du mécanisme des appels à projets au profit de mécanismes permettant le financement du fonctionnement et des financements pluriannuels. Elles espèrent aussi un meilleur accompagnement et une simplification des démarches. Elles attendent encore d'être davantage écoutées et considérées par les pouvoirs publics, afin que leur rôle pour l'intérêt général et leur importance pour le développement du tissu local soit pleinement reconnu.

Enfin, les associations formulent au travers de la consultation un ensemble de propositions concrètes, qui concernent l'évolution des financements (financement du fonctionnement, financements pluriannuels, allègement des charges sociales et fiscales, accès aux financements privés), la simplification de la vie des associations, simplification des démarches administratives, gestion de la trésorerie, adaptation aux spécificités, connaissance des financements) et la valorisation et l'attractivité du bénévolat ».

3.1 Présentation de l'Opération Milliard

Bastien Sibille a présenté l'Opération Milliard, comme une "force civile d'action pour la transformation écologique juste de l'économie". Créé en 2024, ce projet a pour objectif¹¹ de :

- **Rassembler toujours plus de militant·e·s et de dirigeant·e·s** de la transformation écologique juste pour **construire collectivement de nouveaux modes de financement...?**
- **Réunir un milliard d'euros pour financer les organisations** qui sont porteuses sur tous les territoires d'innovations sociales et écologiques **et leur permettre d'étendre leurs actions...**,
- **Constituer une force d'influence pour transformer durablement les pratiques de financement des institutions financières...**

En fait, cette opération vise à financer les initiatives en valorisant les liens plutôt que les biens, et en transformant l'économie pour revitaliser la démocratie. Il a souligné que la démocratie économique doit être mise en pratique, et que cette opération repose sur la confiance construite entre nous, les acteurs de la transition juste. Il a insisté sur l'importance de cette confiance pour surmonter les défis démocratiques à venir, citant Paul Eluard : "Toute caresse, toute confiance se survit".

La confiance en nous

La question de la démocratie sera cruciale dans les années à venir. L'opération, lancée le 26 mars devant les trois candidats d'ESS France, repose sur cette confiance, notre atout le plus précieux.

Une méthode financière pour la transition

L'Opération Milliard propose une méthode basée sur une relation d'égalité avec les personnes qui organisent le financement des organisations et entreprises engagées dans la transition. L'ambition est de mobiliser 5 000 personnes physiques, **dirigeant·e·s et militant·e·s de la transformation écologique juste**, tandis que 1 000 sont déjà impliqu·e·s. L'utilisation des outils financiers pour la transition écologique est aujourd'hui obsolète et il est nécessaire de réhabiliter les subventions et de mettre fin aux appels à projets. Le plan d'action comporte 3 axes¹² :

- « Axe 1 : Se relier
 - Objectif 1 : construire un récit commun de la transition écologique juste
 - Objectif 2 : articuler les réseaux et organisations existantes
 - Objectif 3 : créer et faire vivre la confiance entre nous en partageant un réseau de lieux et un média commun

¹¹ <https://operation-milliard.org/a-propos/>

¹² Le plan d'action est détaillé ici : <https://operation-milliard.org/plan-daction/>

- *Axe 2 : Se renforcer*
 - *Objectif 4 : mieux connaître les besoins de financement des organisations agissant pour la transition écologique juste*
 - *Objectif 5 : mieux connaître les besoins et attentes des épargnants, financeurs et autres organisations vis-à-vis d'une transition écologique juste*
 - *Objectif 6 : établir la forme du Fonds : créer un Fonds ad-hoc, articuler différents Fonds ?*
- *Axe 3 : S'étendre*
 - *Objectif 7 : constituer notre organisation territoriale*
 - *Objectif 8 : construire une gouvernance adaptée à notre extension »*

D'ores et déjà, les personnes peuvent s'organiser concrètement avec la mise à disposition de méthodes de mobilisation et d'outils de communication¹³.

Une méthode financière en trois étages

- Fondation citoyenne : vise à remettre la démocratie au cœur des finances, avec une montée en capacité de l'ensemble du secteur, et une implication dans l'éducation populaire,
- Financements privés : **objectif de 300 millions d'euros**,
- Interpellation de la puissance publique : solliciter un soutien accru de la part des autorités publiques.

3.2 Fondation Terre solidaire



La Fondation Terre Solidaire¹⁴ a été créée en 2016 par le CCFD-Terre Solidaire¹⁵ pour accélérer la transition écologique et solidaire. Elle agit, en particulier en France, face aux deux défis majeurs de notre temps : la dégradation massive de notre environnement (dont la biodiversité et le climat), et la nécessité de construire une société plus juste et plus écologiquement responsable.

La Fondation est convaincue que le modèle de développement doit être repensé pour prendre en compte les limites planétaires. Ainsi elle détecte et soutient financièrement des **solutions concrètes et innovantes en capacité de faire la différence pour accélérer la transition écologique de nos sociétés**. Véritable levier de transformation, cette transition écologique doit aussi agir pour plus de justice et de solidarité.

Philippe Mayol, directeur général, a présenté la Fondation Terre Solidaire comme un maillon d'une chaîne collaborative plutôt que comme un acteur isolé. Ils ont environ 6 000 fondations et fonds de dotation en France, dont seulement 15 à 20 sont dédiées à la transition écologique juste, et un quart de ces dernières étaient présentes lors de ce séminaire. **La fondation se perçoit comme une partie intégrante d'un réseau collaboratif**, soulignant l'importance de travailler ensemble plutôt que de manière isolée. Différents points ont été abordés :

1. **Capacité de financement limitée** : Les fondations atteignent leurs limites de financement, tandis que les besoins des associations continuent de croître, créant un déséquilibre entre les demandes et les capacités financières disponibles.

¹³ Agir avec nous : <https://operation-milliard.org/agir-avec-nous/>

¹⁴ <https://fondation-terresolidaire.org/>

¹⁵ <https://ccfd-terresolidaire.org/la-fondation-terre-solidaire/>

2. **Appels à projets** : Les AAP ne constituent pas un problème en soi car cela fait partie des pratiques courantes. Toutefois, l'approche actuelle génère une concurrence qui n'est pas toujours productive.
3. **Coopération entre fondations** : Il y a un effort en cours pour améliorer la coopération entre les fondations afin de simplifier la vie des associations bénéficiaires. Cet effort est notamment porté par des espaces de collaboration comme le Centre Français des Fondations¹⁶.
4. **Changement culturel nécessaire** : Un changement culturel est nécessaire pour encourager la coopération plutôt que la concurrence parmi les fondations. La Fondation Terre Solidaire s'engage à promouvoir cette nouvelle culture collaborative.

La présentation a souligné la nécessité d'unir les forces des fondations pour répondre plus efficacement aux besoins croissants des associations travaillant pour la transition écologique juste.

3.3 Fondation Crédit coopératif



Convaincue que l'Économie sociale et solidaire est une voie d'avenir pour relever les nombreux défis de notre temps, la Fondation Crédit Coopératif¹⁷ soutient les projets qui font accélérer les transformations de l'ESS et accroître son influence,

pour une société plus juste et solidaire, en harmonie avec la planète.

Engagée sur des programmes de 5 ans et favorisant la coopération entre acteurs, la fondation privilégie les projets pour lesquels son soutien aura un effet de levier durable capable de se propager, afin d'amplifier l'impact de l'ESS sur les transformations de la société.

Trois approches distinctes mais complémentaires :

- **Agir sur l'écosystème de l'ESS** (associations, têtes de réseau, structures de think-tank ou en lien avec la recherche...),
- **Soutenir des projets de territoire contribuant aux Objectifs de Développement Durable** (projets de dimension locale, combinant une approche sociale et environnementale, en phase avec l'Agenda 2030 des Nations-Unies),
- **Encourager l'engagement des collaborateurs de la banque** (les collaborateurs du Crédit Coopératif participent à la vie de leur fondation à travers un programme qui leur est consacré).

Laurence Moret, secrétaire générale, a mis en avant l'importance d'entendre directement les préoccupations des associations, soulignant que les interactions en direct sont plus efficaces que les réunions virtuelles, en permettant de mieux comprendre les enjeux des associations.

La fondation émet des **appels d'offres inversés**¹⁸ et publie sur son site les domaines qu'elle finance, laissant les dossiers libres sur ces sujets. Les principaux domaines incluent l'éducation populaire, la relève générationnelle, et la reconnaissance des travaux des chercheurs.

¹⁶ <https://www.centre-francais-fondations.org/>

¹⁷ <https://fondation.credit-cooperatif.coop/>

¹⁸ <https://fondation.credit-cooperatif.coop/les-partenariats-nationaux>

Ainsi pour son programme 2023 – 2027, la Fondation a déterminé trois champs d'intervention distincts mais complémentaires :

- **Les méthodes favorisant le renforcement du pouvoir d'agir collectif pour une transition juste et solidaire,**
- **Une relève générationnelle innovante et inclusive des forces vives de l'ESS,**
- **La diffusion et le transfert opérationnel des connaissances en ESS et de ses outils.**

La fondation s'engage à être un relais, même pour les initiatives locales. Le conseil d'administration, qui est composé de 12 membres représentant 60 organisations, est responsable de la redistribution des fonds, garantissant une approche démocratique. Les sociétaires remettent également en fin d'année, le Prix Inspiration, qui a pour but de mettre en valeur les projets retenus.

3.4 Fondation Charles Léopold Mayer pour le Progrès Humain (FPH)



La Fondation Charles Léopold Mayer pour le Progrès humain (FPH)¹⁹ existe depuis 1982. De droit suisse, elle est placée sous le contrôle de l'AsSo (Autorité de surveillance LPP et des fondations de Suisse occidentale) et son siège social se trouve à Lausanne.

La Fondation soutient, par ses dons, **des mouvements et des organisations de la société civile dans leurs actions de plaidoyer en faveur d'une transition sociale et écologique.** Par son action, la FPH veut veiller à ce que cette transition s'effectue **de manière pacifique et conduise à des modes de fonctionnement de nos sociétés plus participatifs, équitables et durables.** Les crises économiques, sociales et environnementales se multiplient dans toutes les parties du monde. Il ne s'agit pas d'effets collatéraux qu'il suffirait de compenser, mais bien d'un problème structurel de notre modèle de développement. Un changement profond est inévitable. Il est déjà en cours au niveau local : des bonnes pratiques existent et ont fait leurs preuves, d'autres se développent. Mais leur diffusion et leur généralisation rencontrent des blocages institutionnels, économiques, sociaux, culturels et politiques. Lever ces blocages demande temps et persévérance.

Afin de donner à ses partenaires les meilleures chances d'atteindre leurs objectifs, la FPH utilise les atouts que lui procure son statut de fondation, en l'occurrence l'indépendance et la possibilité d'agir sur le long terme :

- elle soutient des organisations et des actions qui auraient peu de chance de trouver des financements dans le cadre d'appels à projets classiques ;
- elle soutient ses partenaires de manière structurelle et dans la durée.

Antoine Vaskou, responsable de programme, a exprimé son accord avec les observations de Philippe Mayol, de la Fondation Terre Solidaire, concernant les limites des capacités de financement des fondations.

La FPH, comme les autres fondations, atteint ses limites en termes de financement disponible, exacerbées par les coupes budgétaires des États. Les fondations voient les demandes augmenter en raison de la baisse des financements publics pour les ONG, associations, réseaux et initiatives locales. Le contexte des financements des fondations européennes crée une concurrence entre les fondations et les associations pour accéder aux fonds, rendant le financement plus complexe et compétitif. Elle observe une tendance **croissante vers des financements impliquant plusieurs**

¹⁹ https://www.fph.ch/index_fr.html

acteurs et se concentre sur la création de conventions collectives autour de thématiques spécifiques. Elle a tout de même exprimé son enthousiasme pour l'avenir et son intérêt à observer comment cette dynamique de financement évoluera.

3.5 Fondation Européenne pour le Climat - European Climate Foundation



La Fondation Européenne pour le Climat (ECF)²⁰ est une initiative philanthropique visant à favoriser la **transition nette zéro et à garantir aux générations actuelles et futures une planète saine et prospère pour les générations actuelles et futures.** 700 organisations sont partenaires pour faire avancer les objectifs de l'Accord de Paris²¹, pour

promouvoir l'élaboration de politiques pratiques en réponse à la crise climatique, et élargir le soutien politique et public à l'action climatique.

La Fondation lutte pour une transition climatique positive, centrée sur les personnes et socialement responsable en Europe et dans le monde. Une Europe verte, pacifique et démocratique. European Climate Foundation vise à renforcer et à élargir le soutien à l'action climatique, notamment pour la communication stratégique, l'engagement des citoyens, le changement culturel, l'apprentissage et le renforcement des capacités.

Pour Léo Cogos, délégué de la branche France, la Fondation Européenne pour le Climat a développé depuis quelques années, ses activités en France, mais elle fait face aujourd'hui à un **contexte philanthropique difficile.** Initialement financée par des philanthropes américains, la fondation constate le retrait de ces premiers financements. Partager ces sujets est crucial face à la montée du conservatisme chez les donateurs aux Etats Unis comme en Europe.

Cela pose des défis pour maintenir et élargir les efforts philanthropiques en faveur du climat. La question de la démocratie est centrale, impliquant non seulement des aspects économiques mais aussi informationnel et autres.

Léo Cogos s'interroge également sur les moyens de ramener d'autres philanthropes autour de la table pour soutenir la cause climatique, et s'interroge comment, en tant que fondation, on peut les **accompagner dans un engagement plus fort et plus constant. De plus, il insiste sur la nécessité de construire des partenariats réels et durables plutôt que de simples interfaces.**

CONCLUSION

Ce temps d'échange avec l'Opération Milliard et les fondations a mis en avant la nécessité de transformer durablement les pratiques des financeurs publics et privés qui opèrent sur le champ de la transition écologique juste. Sur 6 000 fondations et fonds de dotation en France, seulement 15 à 20 sont dédiées à la transition. Toutes les fondations présentes ont évoqué leurs limites de financement, dans un contexte où les structures subissent des coupes budgétaires du secteur public. Cela provoque une augmentation des demandes et une concurrence entre les fondations et entre les associations, rendant le financement plus complexe et compétitif. Cependant, l'interpellation de la puissance publique doit être maintenue pour solliciter de manière ferme un soutien accru de la part des autorités publiques.

²⁰ <https://europeanclimate.org/>

²¹ [Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques \(COP21\) à Paris](#) le 12 décembre 2015_ [Accord de Paris](#)

Dans ce contexte, remettre **la coopération et la démocratie au cœur des finances** est un défi commun, si l'on veut relever de manière ambitieuse les défis de transition et de bifurcation de nos modèles de société.

L'enjeu de coopération est

- d'une part, d'imaginer la **mise en oeuvre de co-gestion de fonds** avec les organisations partenaires et bénéficiaires afin de générer des interactions vivantes et réelles entre les financeurs et les structures financées et de soutenir de manière adaptée des stratégies de transformation sur le long terme,
- d'autre part d'instaurer une **coopération entre les fondations**, ce qui est un **changement culturel** important pour elles, en effectuant le choix de travailler ensemble plutôt que de manière isolée et en créant des réseaux collaboratifs sur la base de partenariats réels et durables notamment en lien avec le Centre Français des Fondations. L'idée est d'aller vers des financements impliquant plusieurs acteurs et de se concentrer sur la création de conventions collectives sur des sujets prioritaires,
- et enfin de **susciter et accompagner de nouvelles formes de philanthropie engagées**.

L'enjeu de démocratie est de

- partager la **responsabilité de la redistribution des fonds**, en garantissant une approche démocratique et co-gérée avec les organisations bénéficiaires,,
- créer un **cercle vertueux de citoyenneté et de démocratie économique** et ceci de l'initiative locale, aux réseaux et mouvements soutenus jusqu'aux fondations et philanthropes engagés avec un partage des marqueurs de la transition et transformation sociale,
- partager les **enjeux politiques et économiques du changement climatique juste** face à la montée du conservatisme,
- informer, communiquer pour élargir les efforts philanthropiques.

Bilan & perspectives

Pour rappel, les objectifs initiaux de ce séminaire étaient de :

- ❖ Renforcer l'interconnaissance de ce que chacune de nos organisations porte pour accompagner la transition citoyenne,
- ❖ Croiser notre compréhension des enjeux et construire un diagnostic et une éthique partagée,
- ❖ Coconstruire une dynamique de coopération inter-organisations en faveur d'une transition économique, écologique, culturelle, démocratique, sociale et solidaire, qui passe par la co-construction d'objectifs et d'actions partagés.

Nous sommes fier·e·s et heureux·e·s que le séminaire de convergence Inter-réseaux à Villarceaux 2024, ait rassemblé plus de 60 personnes et 40 organisations dont 4 fondations durant ces 3 jours intenses,. Pour chacune des organisations, il s'agit bien de **politiser les imaginaires pour construire un projet de transformation sociale à long terme face au néolibéralisme et de promouvoir une économie qui incarne de manière réelle les principes démocratiques en offrant des futurs désirables à tous et toutes.**

Ce séminaire a **révélé une culture commune entre économie solidaire, transition et développement associatif** et a permis de lever des points de convergence solides qui mettent en lumière un plan de travail à venir autant politique que technique. Il convient à présent de le mettre en place dans la perspective des prochaines échéances électorales 2027.

Les 3 jours ont été riches en rencontres et découvertes des organisations et des personnes qui les représentaient. Ce rassemblement convivial fut rempli de sincérité et d'authenticité dans les échanges aussi bien lors des temps d'ateliers et de plénière, que lors des temps interpersonnels. Une belle émulation a fait émerger de nouvelles idées et a permis l'acceptation des accords et désaccords en toute bienveillance. Le temps d'interconnaissance a offert la possibilité de partager de nombreuses actions déjà entreprises par les un·e·s et les autres.



Toutes les organisations présentes ont exprimé agir au quotidien mais dans une tension permanente, alternant la volonté d'atteindre les finalités sociales et climatiques, des objectifs à la hauteur et un manque de moyens financiers et de ressources disponibles.

Les acteurs ont conscience que les personnes salariées, bénévoles et militantes jouent un rôle important dans **les changements profonds que doivent vivre nos sociétés**, et qu'elles sont plus conscientes des **marqueurs de transformation** que les organisations auxquelles elles appartiennent. Pourtant on constate globalement un **climat anxigène** et des tensions en interne et en externe, des gouvernances malmenées. Un point de convergence pour les participant.e.s est le suivant : **les vulnérabilités individuelles, si elles sont prises en compte, peuvent être des lignes de force dans les luttes collectives.**

La non reconnaissance de la fonction d'animation au sein des mouvements et réseaux rend difficile l'influence des organisations sur l'écosystème dans lesquels ils opèrent. **Ce constat démontre l'intérêt qu'ont les mouvements à coopérer et à mutualiser leurs ressources.**

Des pistes de travail ont été tracées telles que :

- valoriser les pratiques et expérimentations et ne pas s'en tenir uniquement aux discours,
- porter un récit nouveau capable d'influencer la société, croisant la transition climatique juste et la démocratie économique et la citoyenneté avec la conscience collective partagée de vouloir garantir et accroître l'influence de la voix des citoyen.nes,
- prendre soin des personnes au sein des structures, réseaux et mouvements en accompagnant les différentes légitimités, dont les vulnérabilités,
- se réapproprier la dimension politique des finalités de nos réseaux et construire des plaidoyers communs (tribune...) en se projetant dans un projet de transformation commun,

- engager des programmes d'accords et de réciprocité, valorisant les complémentarités des réseaux et mouvements dans la perspective des élections présidentielles 2027,
- porter un plaidoyer et agir pour de nouvelles politiques publiques. L'interpellation de la puissance publique doit être maintenue pour solliciter de manière ferme un soutien accru envers le secteur associatif et les initiatives de transition,
- réviser les modèles de financement publics et privés,
- remettre la coopération et la démocratie au cœur du financement des fondations (cogestion, coresponsabilité garantissant la distribution des fonds),
- instaurer un cercle vertueux de citoyenneté et de démocratie économique et de l'initiative locale, aux réseaux et mouvements soutenus jusqu'aux fondations et philanthropes engagés.

En conclusion, nous pouvons affirmer que les logiques de convergence ont fonctionné lors de ce séminaire de Villarceaux. Il s'agit à présent de mettre en œuvre de manière effective une stratégie interne et externe avec des partenaires. Les nombreux échanges ont permis d'identifier des leviers techniques, méthodologiques et conceptuels. Ce travail inédit avec les financeurs, qui s'est révélé être extrêmement fructueux, est à reproduire régulièrement.

Notre ambition collective est de participer avec persévérance à la co-construction des politiques publiques, en reliant intérêt général, la démocratie économique et les enjeux de transition, **tout en étant capables de nous en émanciper, en ayant toujours une parole libre et en assumant notre fonction de corps intermédiaires en mesure d'influencer notre société.**

Pour tenir les promesses du séminaire de convergence inter-réseaux (outils, méthodes, agendas), les participant-es ont unanimement souhaité que la dynamique et les groupes de travail amorcés pendant ces 3 jours se poursuivent. La suite s'organise autour de 4 grands groupes de travail qui ont chacun défini une feuille de route (Annexe n°1 p 23)



Temps de ressenti individuel pour exprimer anonymement et collectivement



son [#CoupdeCoeur](#) [#UnTrucQuiM'aPlu](#)



, mais aussi [#UnTrucàAméliorer](#) et [#UnRateau](#)

Voici notre petite sélection :



"L'énergie qu'apportent ces moments de rencontres et de convergence : on ressort boosté"



"Scène ouverte et conférence gesticulée"



"la richesse du groupe et sa bienveillance"



"Le frémissement d'une coopération longue durée"



"Cadre exceptionnel"



"Financeurs = partenaires"

Annexe n°1 : Groupes de travail pour les suites de Villarceaux

1. Mise en place d'outils communs pour faciliter le travail collectif inter-réseaux:

- *un canal de communication efficace*
- *agenda commun partagé*
- *un outil de valorisation des formations*
- *créer un groupe « soin »*

2. Mise en place de méthodes de travail partagées

- *cartographier nos liens et notre espace de travail*
- *liens avec les autres espaces de travail proches et d'autres dynamiques collectives*
- *répondre en se concertant à l'appel à projet FDVA 1bis*
- *« FSSD »*

3. Porter notre parole (plaidoyers, argumentaires)

- *le pouvoir des mots (définitions et controverses fertiles)*
- *démocratie continue, démocratie économique*
- *tribune / financement*

4. Coordination globale de la dynamique de convergence

- *Copil ou Chapo "pilotage et facilitation du processus de convergences/congruences"*
- *GT "pour construire la prochaine rencontre"*

Annexe 2 Liste des 62 participant.es

NOM	PRENOM	STRUCTURE
BELVAL	Luc	APES Hauts de France
BERNARD	François	e.pop /Alice Guy production
BERTRAND-MONTEMBAULT	Fleur	Maison commune de la décroissance
BROUARD	Marin	Ingénieurs sans frontière
CARDONA	Pierre-Alain	Mouvement Utopia
CAULETIN	Michèle	Habitat Participatif France
CAZIN	Jean-Baptiste	ARDES
CHAMARD	Louise	MES
CHOMETTE	Jérémy	Danser l'Orage (Substances et Communs)
COGOS	Léo	European Climate Foundation
COLER	Patricia	UFISC / MES
CROCIS	Augustin	ARDES
DE LERMINAT	Luc	Opale
DELATOUCHE	Eleonore	Intérêt à agir
DEROO	François	Les Petits Débrouillards
DONDEYNE	Bérénice	MES OCCITANIE
DOUDOUH	jaoued	pas sans nous
ELOUARDI	Noura	CRID
FABRE	Eric	Mouvement Colibri
FLANDRIN	Anne Marie	APES Hauts de France
GAILLARD	Eric	Miramap
GARLOT	Florine	Rés cafés culturels associatifs - Obs décroissance -
GAUDIN	Florent	Transiscope
Gayon	Benjamin	Ingénieurs sans frontière
GERBE	Léa	MES
GODREUIL	Gérald	Fédération Artisans du Monde
GREGGI	Filippo	Le cercle de gouvernance de Remix
GUET	Ingrid -Hélène	Mouvement Sol
GUISLAIN	Marielaure	Allumeuses
JOBARD	Jean-Baptiste	CAC

LANGLET	Marianne	CAC
LASNIER	Bruno	MES
LE CAMPION	Morgane	CTC
LEBRUN	Joackim	APES Hauts de France
LIMPHAKDY	Somhack	Etats Généraux du Post Urbain
LOUBET	Nicolas	Coop des Milieux
LOUESDON	Gaël	Atelier Paysan
MAHIEU	Christian	APES Hauts de France
MAUVILLAIN	Dominique	Planning Familial
MAUVILLY	Karine	LE MOUVEMENT DES REGIES
MAYOL	Philippe	FONDATION TERRE SOLIDAIRE
MERESSE	Céline	CRID
MORET	Laurence	Fondation Crédit Coopératif
NARDI	Jason	Ripess
NEUBAUER	Claudia	FPH
OECHSNER DE CONINCK	Alice	MES
PENASSE	Fabrice	Pôle Economie Solidaire 21
POMMIER	Mikhaël	Coop des Milieux
RACINE	Didier	Alters Editions
ROUBY	Gilles	CAC
ROUSSEL	Hervé	Attac / CTC
SAXOD	Robin	CTC
SPIZZICHINO	Robert	
TAOUSSI	Gloria	Réseau Nat Ressourceries et Recycleries
VASKOU	Antoine	FPH
VERNIER	Marie	Le Labo de l'ESS
VIDAL	Delphine	LE MOUVEMENT DES REGIES
VIDAL	Vera	La Coop des Communs
VIMENEY	Guillaume	Savoir Devenir
VIVERET	Patrick	ARCHIPEL OSONS LES JOURS HEUREUX
WOETS	Marie-Charlotte	MIRAMAP
ZOURGANE	Philippe	UGPU

Annexe 3 Suite Appel à projet FDVA National 2024 "études et expérimentations"

Le décret n° 2018-460 du 8 juin 2018 relatif au fonds pour le développement de la vie associative (FDVA) prévoit qu'il contribue au développement des associations par l'attribution de concours financiers à des études et des expérimentations contribuant au développement de la vie associative dans une perspective d'innovation sociale. Une dotation supplémentaire de crédits issus des comptes bancaires inactifs grâce à la loi de finances pour 2024.

1/ Les sujets proposés doivent identifier un ou plusieurs objectifs de développement durable.

2/ Ils doivent porter sur un ou plusieurs enjeux transversaux de développement d'un secteur associatif ou, plus globalement, du monde associatif. Dans ce cadre, ils doivent pouvoir contribuer à l'ensemble du tissu associatif et non pas à un secteur spécifique.

3/ Les sujets doivent apporter une plus-value pour le secteur. Priorité aux nouveaux sujets.

Les associations, les unions et les fédérations dites nationales. Est considérée comme « nationale », une association, fédération ou une union d'associations dont le champ d'activité est défini comme national par ses statuts et dont l'activité réelle rapportée dans ses comptes rendus, est qualifiable de nationale eu égard à la couverture géographique de l'activité → plus de deux régions. Un consortium d'associations est éligible à la condition que le chef de filât soit assuré par une ou plusieurs associations, unions ou fédérations dites nationales. Les consortiums sont priorisés. Le consortium peut inclure des acteurs non associatifs.

La lettre commune des consortiums issus du Séminaire de Convergence

"C'est peu dire qu'avec la publication du « FDVA national au titre des études et des expérimentations nationales », les acteurs associatifs ont en main un dispositif correspondant à un réel besoin et à une très grande attente. Simultanément à la diffusion, courant Mai, de l'information sur ce dispositif, des échanges se sont organisés entre associations et elles ont comme point commun d'avoir toutes questionnées et pointées les limites liées aux modalités choisies : un appel à projet, encore un !...

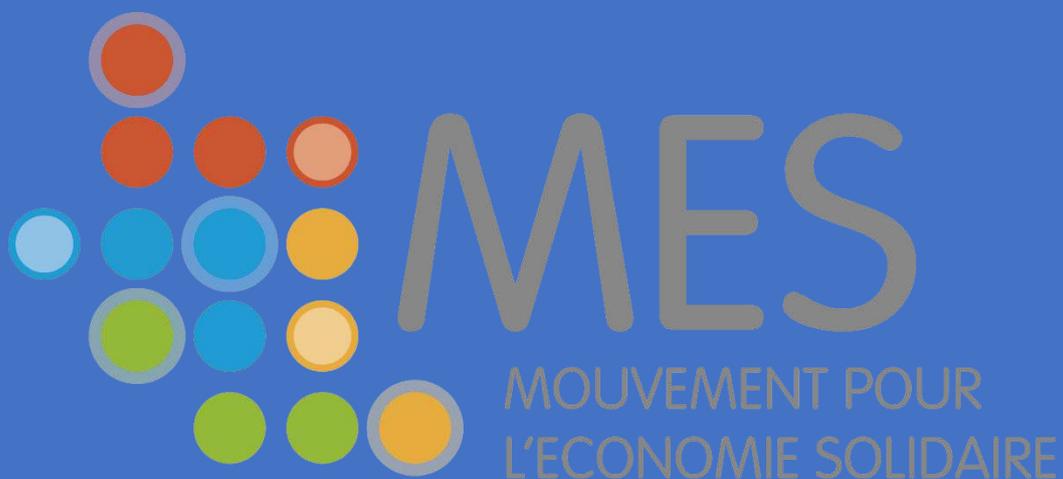
Dont acte, nos discussions ont très vite porté sur les façons de dépasser les effets de mise en concurrence qui peuvent être induits par cette modalité « appel à projets » pour réfléchir aux manières d'entrer, au contraire, dans des dynamiques de coopération. Cette introduction commune à tous nos dossiers est ainsi une manière, symbolique, de marquer notre volonté de travailler ensemble dans la mise en synergie de nos initiatives.

Au delà du symbole, nous appelons de nos vœux

1/ la mise en place de cette dynamique de coopération que nous avons donc spontanément impulsée (temps d'interconnaissance de nos avancées respectives, mise en place de rendez-vous communs dans un agenda de travail collectif etc)

*2/ la pérennisation et le renouvellement annuel de ce dispositif « études et expérimentations » qui permet enfin de mettre en application cette intention datant du décret du 8 juin relatif au FDVA : « l'attribution de concours financiers à des études et des expérimentations **contribuant au développement de la vie associative.***

Ce développement de la vie associative sans lequel il serait sûrement vain d'espérer un « nouveau démocratique ». Bien sûr, nous n'ignorons rien du contexte extrêmement défavorable dans lequel sera lu notre appel (décret du Ministre de l'Économie prévoyant 10 milliards d'euros de réduction des dépenses publiques) mais si, pour reprendre le titre de l'avis adopté unanimement au CESE, le fait de « renforcer le financement des associations » est bien une « urgence démocratique » alors des mesures de ce type s'imposent avec la force de l'évidence".



Mouvement pour l'Économie Solidaire France
c/o Maison des réseaux artistiques et culturels
221 rue de Belleville 75 019 Paris

Siret 444 165 237 00041

Code APE 94.99Z

contact@le-mes.org



Nos partenaires

